

**Caisse de Prévoyance et de Retraite des Notaires**

**43, avenue Hoche 75008 PARIS**



---

**MARCHE PUBLIC n° 2025-008**

**Marché de prestations de conseil en vue de la réalisation  
d'un audit d'adéquation missions – moyens de la Caisse de  
Prévoyance et de Retraite des Notaires**

---

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

## ARTICLE 1 – PRESENTATION DE L'ACHETEUR

Organisme de Sécurité sociale, la CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DES NOTAIRES doit, en vertu de l'article L. 124-4 du code de la Sécurité sociale, respecter les garanties prévues en matière de marchés de l'Etat pour les modes de passation et les conditions d'exécution de ses marchés, dans les conditions de l'arrêté interministériel du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018) portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

La CPRN a pour mission d'administrer les régimes d'assurance vieillesse obligatoires institués au profit de la Profession :

- le régime d'assurance vieillesse de base ;
- le régime d'assurance vieillesse complémentaire (constitué en 2 sections) ;
- le régime d'assurance vieillesse complémentaire spécial aux Notaires du Ressort des Cours d'Appel de Colmar et Metz.
- Le régime Invalidité Décès

Ces régimes fonctionnent selon les règles de la répartition. À la fin de l'exercice 2024, ils comptent environ 8.300 allocataires pour 12.200 cotisants.

La Caisse est administrée par un Conseil d'administration de 20 membres, dont 10 membres titulaires et 10 membres suppléants.

## ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE ET DISPOSITION GENERALES

### 2.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de conseil en vue de la réalisation d'un audit d'adéquation missions – moyens de la Caisse de Prévoyance et de Retraite des Notaires (CPRN).

## ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 3.1. Dispositions générales

Le titulaire justifiera de connaissance et d'expérience sur les problématiques équivalentes, et notamment la capacité à mener une évaluation rapide et ciblée d'une situation ou d'un processus au sein d'une structure et identifier rapidement les axes d'amélioration et/ou à proposer des actions correctives.

### 3.2. Contenu de la mission et livrables attendus

Sous l'autorité du Conseil d'Administration, le Directeur assure la gestion de la Caisse, ce qui consiste en :

**Vie institutionnelle de la CPRN** : Organisation et tenue des conseils d'administration et des différentes commissions statutaires ou réglementaires ;

**Participation à la vie de l'OAAVPL** : Collaboration avec la CNAVPL (Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales) et gestion des obligations résultant des conventions d'objectifs et de gestion ;

**Gestion des différents risques** qui sont l'assurance-vieillesse de base, complémentaire, prévoyance (invalidité-décès) : affiliation, gestion des cotisations et recouvrements, gestion des prestations retraite et prévoyance ;

**Gestion des réserves des régimes complémentaires de retraite** : Environ 3,5 Md d'euros ;

**Gestion du patrimoine immobilier de la caisse** : une vingtaine d'immeubles détenus en propre.

Au cours des huit dernières années (depuis 2017), les missions assignées à la caisse ont cru. Cela inclut :

- Positionner les standards de gestion administrative au niveau attendu pour une structure de taille et de mission équivalente.
- Répondre aux attentes du Conseil d'administration en matière d'accueil et de services aux affiliés.
- Développer de nouveaux services (RID, action sociale, etc.).
- Faire face à de nouvelles contraintes réglementaires et prudentielles.
- Atteindre les objectifs de gestion fixés par les organismes de tutelle, directement ou à travers les conventions d'objectifs et de gestion.

Les effectifs des affiliés ont fortement augmenté en raison des évolutions démographiques et des dispositions de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, qui ont élargi le nombre des notaires libéraux (+40 % de cotisants, +15 % de retraités).

Certains périmètres ont nécessité des ressources supplémentaires pour leur gestion, soit en raison de contraintes procédurales, soit en raison de changements de normes imposées par les pouvoirs publics (par exemple, la mise en conformité des bâtiments pour le pôle immobilier).

Durant cette période, les effectifs de la caisse sont passés de 22 ETP en 2017 à 29 à la fin de 2024. Un turnover important a été constaté. Les matériels mis à la disposition du personnel ont vieilli, ainsi que certains processus de gestion. La décision de changer le progiciel métier dédié à la gestion des affiliés a été prise par le Conseil d'administration en juillet 2023, avec une entrée en service espérée pour 2027.

Malgré l'augmentation des effectifs, des difficultés de fonctionnement persistent, soulevant la question de l'adéquation des moyens mis à disposition pour assurer les missions.

Dans ce contexte, la caisse souhaite réaliser un audit d'adéquation entre les missions assignées à la structure et les moyens mis à sa disposition pour les mener à bien. Cet audit aura pour objet d'effectuer :

- **L'analyse des ressources humaines** : Évaluation des compétences, de la formation et de la disponibilité des personnels impliqués dans les différentes missions.

- **L'évaluation des ressources matérielles** : Vérification de la disponibilité et de l'état des équipements, des outils et des technologies nécessaires.
- **L'examen des ressources financières** : Analyse des budgets alloués et de leur adéquation par rapport aux besoins des différentes missions.
- **L'analyse des processus** : Vérification de l'efficacité et de l'efficience des processus en place pour réaliser les différentes missions.
- **L'identification des risques** : Évaluation des risques potentiels liés à l'insuffisance ou à l'inadéquation des ressources.
- **La formulation de recommandations** : Propositions d'améliorations pour optimiser l'utilisation des ressources et atteindre les objectifs des missions fixées à la Caisse.

Pour réaliser la prestation, le titulaire devra :

- Comprendre les missions fondamentales de la Caisse et leurs requis en termes de gestion.
- Procéder à des entretiens avec un panel d'administrateurs de la Caisse : Identifier et/ou préciser les attentes et les missions fixées, puis les hiérarchiser.
- Procéder à des entretiens avec un panel de membres du personnel : Recueillir leur vision des attentes, leur perception des moyens mis à disposition, et les obstacles qu'ils rencontrent.
- Enrichir les réponses avec l'envoi de questionnaires adaptés.
- Analyser les moyens humains, matériels et techniques mis à disposition de la structure : Identifier leurs limites et les besoins/axes de progrès possibles.
- Analyser les processus : Identifier les redondances ou inefficiences susceptibles de constituer une charge inutile et, le cas échéant, proposer des pistes de reengineering.
- Analyser les ressources financières mises à disposition de la Caisse : Évaluer leur adéquation par rapport aux missions identifiées, selon leur degré de priorité.
- Identifier les risques : Évaluer les risques résultant d'une inadéquation entre les moyens et les missions, par secteur d'activité et de manière globale.
- Formuler des recommandations : Proposer des améliorations pour aligner les moyens avec les missions ou inversement, que ce soit par l'apport de ressources supplémentaires, des évolutions organisationnelles, ou l'emploi de nouvelles technologies. Préciser pour certains processus les mécanismes susceptibles d'être mis en place pour garantir qu'un (ou plusieurs) service(s) réponde à des normes spécifiques de qualité et de performance (certification ISO, etc.).

Les analyses et conclusions de la mission s'appuieront, autant que possible :

- sur un exercice de parangonnage avec des institutions de taille et de problématiques comparables ;
- sur une analyse dynamique de la situation de la CPRN en prenant en compte les changements en cours (réorganisation, mutation du SI métier, ateliers en cours de réalisation, etc.).

Dans le cadre de l'audit d'adéquation des moyens de la mission, il est important de préciser que l'évaluation des moyens matériels et techniques, notamment informatiques, ne nécessite pas un audit détaillé de chaque instrument. Le consultant est invité à s'appuyer sur les audits précédemment réalisés, les notes d'analyses fournies, les cartographies existantes et les témoignages des utilisateurs. Cette approche permet de gagner en efficacité et en pertinence, en tirant parti des informations déjà

disponibles et en se concentrant sur les aspects critiques identifiés par les utilisateurs et les audits antérieurs.

Un rapport détaillé sera remis au plus tôt des deux dates : 70 jours calendaires après la notification du marché au titulaire ou 5 jours francs avant le Conseil d'administration du 10 juillet 2025.

Ce rapport comportera obligatoirement :

- Une synthèse des entretiens réalisés, par catégories.
- Les éléments clés du parangonnage réalisé.
- Les analyses, évaluations, identifications des risques et formulations susmentionnées.

Une présentation des résultats devant le Conseil d'administration pourra être demandée au titulaire.